



BP : 219 KAYACNSS N°1386669T
ACD/CN KAYA/CENTRE -NORD
Tel :(226) 24 45 22 74/70 24 76 89
IFU 00007087T
ACTION COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT
Chevalier de l'Ordre du Mérite Burkinabè



BURKINA FASO

Région du Centre-Nord

(493,954 PDI, source : SP/CONASUR, 31/03/23)



Rapport mensuel Monitoring de Protection – Septembre 2024

262¹ Personnes en déplacement

05 Incidents de Protection **26** victimes

00 Cas de protection prise en charge

58 cas de protection (Cas VBG) et **5.208** PBS référés

¹ Données non officielles (c'est-à-dire publiées par le SP/CONASUR)

I- Résumé

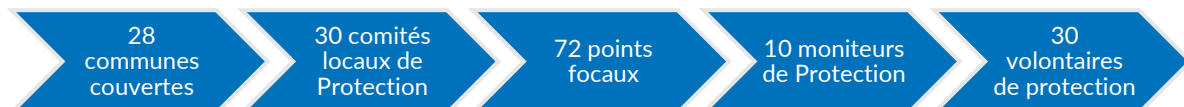
Durant la période sous rapport, le contexte sécuritaire et de protection de la région du Centre-Nord est resté volatile. Si la situation sécuritaire a été relativement calme dans la province du Namentenga durant le mois, ce n'est pas le cas des deux (02) autres provinces (Sanmatenga et Bam) qui ont enregistré des incidents de protection. **Cinq (05) incidents de protection** ont été enregistrés durant le mois de septembre 2024. Trois (03) communes ont été particulièrement touchées par ces incidents de protection. Il s'agit de la commune de Pissila dans le Sanmatenga avec **trois (03) incidents de protection** et des communes de Bourzanga et de Kongoussi dans le Bam avec chacune un (01) incident de protection.

Ces différents incidents ont fait **26 victimes dont 22 femmes, deux (02) hommes et deux (02) enfants (01 garçon et 01 fille)**.

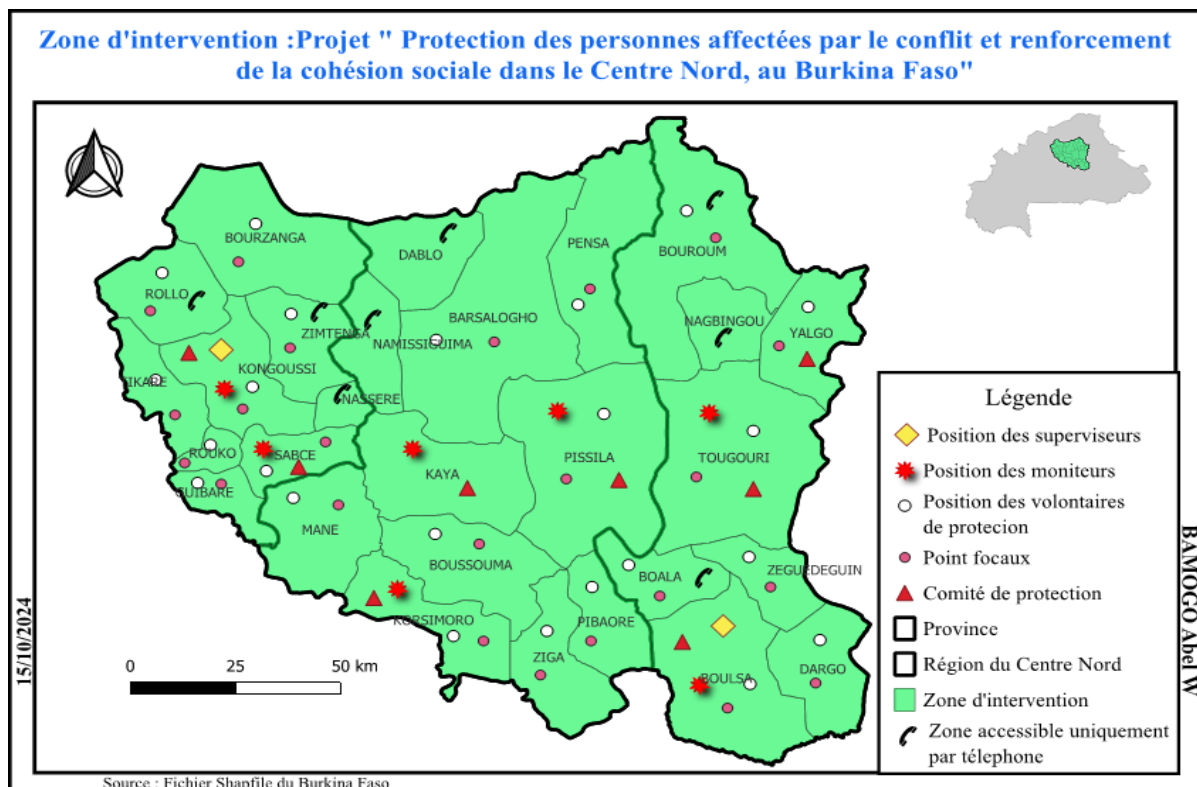
Les incidents de protection enregistrés ont impacté l'environnement de protection et occasionné **cinq (05) catégories de violation de droits humains**. Il s'agit des atteintes au droit à la vie avec deux (02), des violations graves aux droits de l'enfant avec deux (02) victimes, des atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique avec fait deux (02) victimes et des violences basées sur le genre avec fait 20 victimes. Il faut ajouter que les victimes des violences basées sur le genre et des atteintes au droit sont à la fois victimes d'atteinte au droit à la propriété.

Par ailleurs, le mécanisme de suivi des déplacements de population a permis d'identifier **une (01) vague** de déplacement forcé de population d'une taille de **262 personnes**. De façon spécifique, il s'agit de **35 hommes, 59 femmes, 105 filles et 61 garçons**.

II. Couverture géographique



1-Zones couvertes

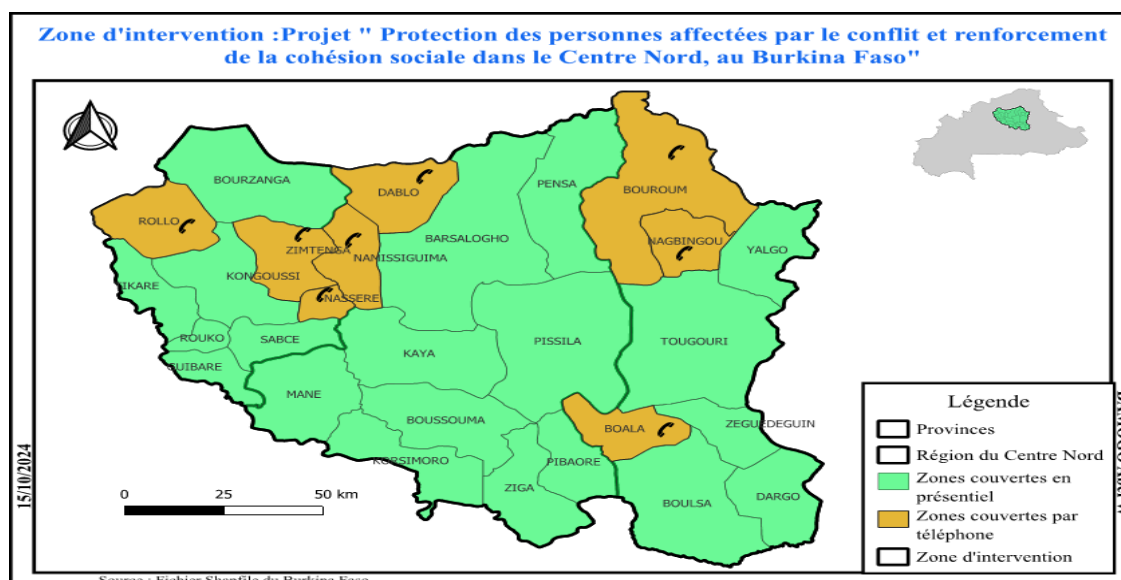


Tout comme le mois d'août, les activités du monitoring de protection ont couvert toutes les **28 communes** de la région du Centre-Nord pour ce mois de septembre :

- **20 communes** ont été couvertes en présentiel par les Moniteurs professionnels et/ou les volontaires à savoir :
- ✓ Pour la province du Sanmatenga, les communes de **Kaya, Korsimoro, Ziga, Pibaoré, Pensa, Boussouma, Pissila, Barsalogo** et **Mané** ;
- ✓ Pour la province du Bam, les communes de **Kongoussi, Sabcé, Guibaré, Rouko, Bourzanga** et **Tikaré** ;
- ✓ Pour la province du Namentenga, les communes de **Boulsa, Yalgo, Tougouri, Zéguédéguin** et **Dargo** ;
- Pour le reste des communes à savoir **huit (08)**, elles sont couvertes à distance.

Le dispositif en place pour les activités de monitoring de Protection est composé de **10 moniteurs, de 30 volontaires de protection, de 72 points focaux et de 30 comités de protection**. Les comités de protection sont constitués chacun de **12 membres**. Ce mécanisme communautaire a contribué de façon active à fournir des informations sur les incidents de protection survenus dans leurs localités respectives mais aussi à identifier les Personnes à Besoins Spécifiques (PBS) et les cas individuels de protection.

2-Accessibilité



En termes d'accessibilité, en dépit de la situation sécuritaire de la région, toutes les 28 communes sont couvertes par le Monitoring de Protection grâce à la résilience des acteurs terrains. 20 communes sont couvertes physiquement par les volontaires et les moniteurs professionnels et huit (08) communes sont couvertes à distance (par téléphone) comme l'illustre la carte ci-jointe.

3- Méthodologie de collecte d'information

La méthode de collecte de données utilisée combine à la fois une approche individuelle et une approche communautaire, une approche quantitative et qualitative. L'administration d'entretiens semi-directifs, permet de collecter des données désagrégées à l'échelle des communes puis analysées afin de dégager les tendances de la perception des communautés sur les risques de protection auxquels elles sont confrontées. L'administration de formulaires d'incident de protection permet également de documenter les incidents de protection rapportés par les communautés et individus enquêtés. Cette collecte s'effectue de manière mensuelle et rotative auprès d'un échantillon composé « d'informateurs clefs » et de « ménages

(familles) », de survivant(e)s de violations de droits humains et du droit international humanitaire, tout en s'appuyant sur un réseau communautaires composés des volontaires de protection, des membres de comités locaux de protection et des points focaux.

Au cours de ce mois, la collecte d'information s'est réalisée via les outils suivants :

- **276 questionnaires informateurs clefs** administrés dans les **SAT** (Site d'Accueil Temporaire) auprès de **138 hommes et 138 femmes** ;
- **345 questionnaires informateurs clefs** administrés dans les **ZAD** (Zones d'Accueil des Déplacés) auprès de **172 femmes et 173 hommes** ;
- **552 questionnaires ménages** administrés dans les **SAT** auprès de **276 hommes et 276 femmes** ;
- **676 questionnaires ménages administrés** dans les **ZAD** auprès de **338 femmes et 338 hommes** ;
- **05 formulaires d'alertes flashes** renseignés dans les **ZAD** ;
- **63 formulaires d'incidents de protection** documentant les violations de droits humains et du droit international humanitaire renseignés dans les **ZAD**. Certains cas individuels issus des incidents de protection (alertes flashes partagés) au nombre de 21 n'ont pas pu être touchés. Les formulaires d'incidents documentés concernent les cas individuels issus des incidents VBG (58) et certains cas individuels issus des alertes flashes partagés (au nombre de 05);
- **2045 fiches de référencement** de cas de PBS renseignés dans les **SAT** auprès de **1725 femmes et 320 hommes** ;
- **3428 fiches de référencement** de cas de PBS renseignés dans les **ZAD** auprès de **2503 femmes et 925 hommes**.

III. Typologie des déplacements identifiés

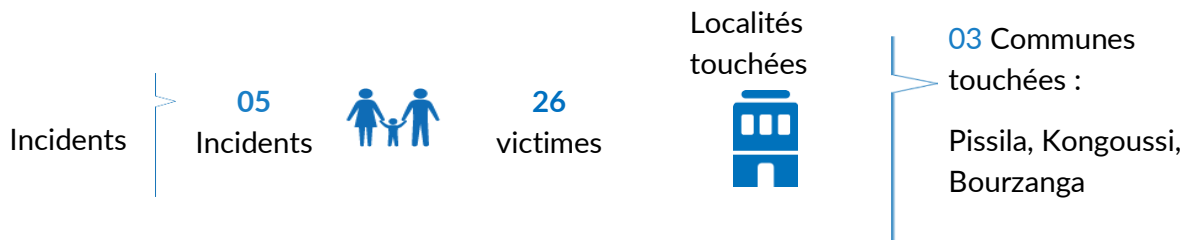
Commune, province, région (Localité de départ)	Commune, province, région (Localité d'accueil)	# de ménage	# de personne	# d'homme	# de garçon	# de femme	# de fille	Type de déplacement	Motifs
Bourzanga, Bam, Centre-Nord, Secteur06	Bourzanga, Bam, Centre-Nord, Secteur01	32	262	37	61	59	105	Primaire	Crainte d'éventuelle attaque de GAT
Sous-totaux		32	262	37	61	59	105		

Sources : sitrep hebdomadaires septembre 2024

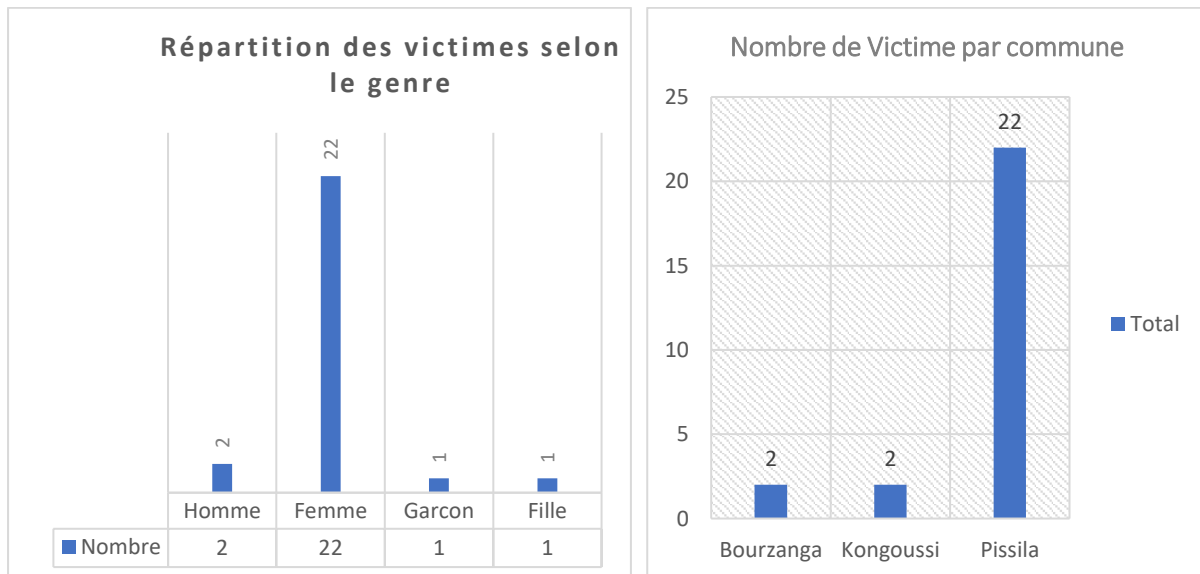
- **Analyse spécifique sur les déplacements de population**

Pour le mois de septembre, le dispositif de suivi des déplacements de populations mis en place par ACD/CN, a permis de rapporter une (01) vague de déplacement de population de 32 ménages d'une taille de 262 personnes dont 37 hommes, 59 femmes, 105 filles et 61 garçons. Il s'agit d'un déplacement primaire préventif par crainte d'éventuelle attaque.

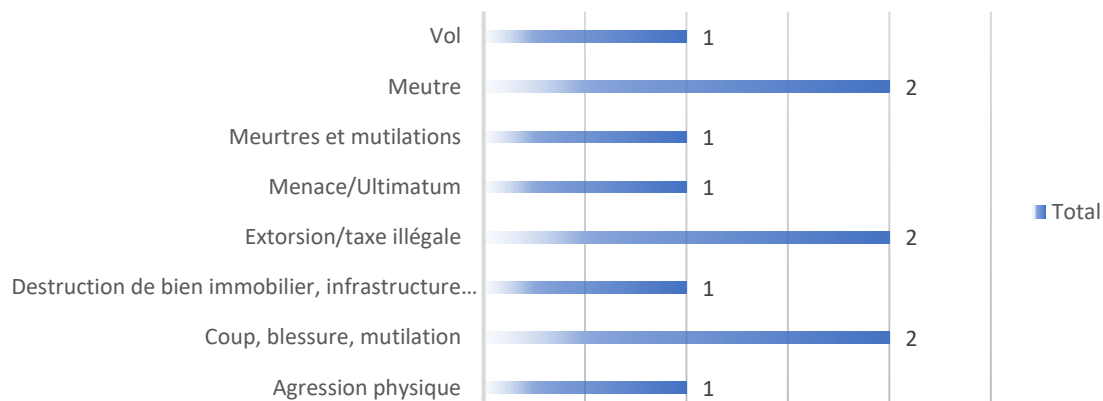
IV. Incidents de protection



- **Statistiques**

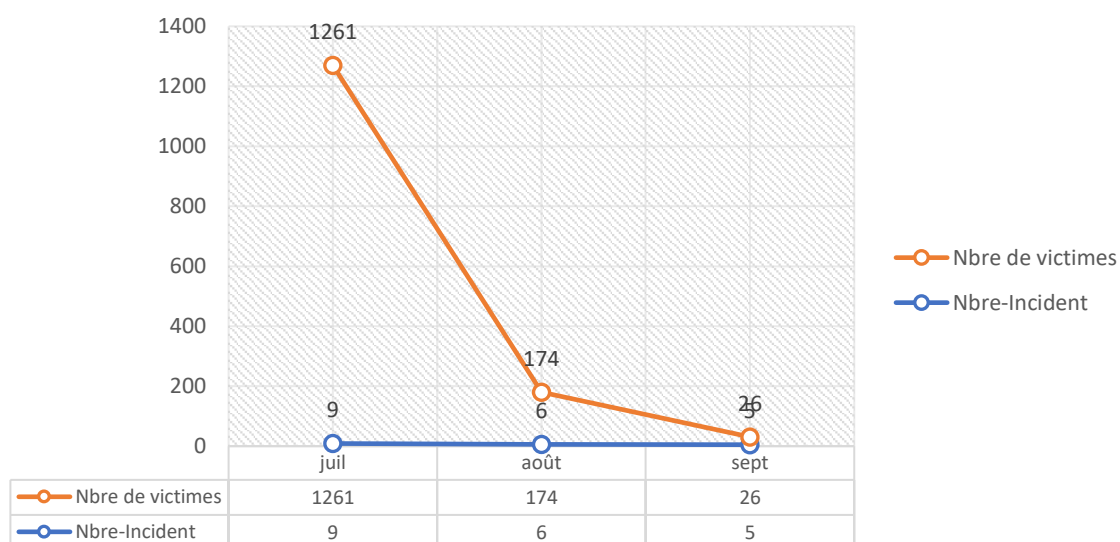


NOMBRE DE TYPE DE VIOLATION



Catégorie de Violations	Typologie de Violation	Nombre de Victimes
Atteinte au droit à la vie	Meurtre	2
Atteintes à l'intégrité physique et ou psychique	Menace/Ultimatum	1
	Coup, blessure, mutilation	1
Violations graves commises à l'encontre d'enfants (MRM)	Meurtres et mutilations	2
Violences basées sur le genre	Agression physique	20
Total général		26

Situation des Incidents et victimes au fil des mois



- **Détails sur les incidents**

Pour ce mois de septembre, cinq (05) incidents de protection ont été documentés dans la région du Centre-Nord, dont trois (03) dans la commune de Pissila, et un (01) dans chacune des communes de Kongoussi et de Bourzanga. De ces incidents, on retient :

Dans la journée du jeudi 12 septembre 2024, vers 12 heures, une vingtaine de membres de GAT auraient fait une incursion au secteur 8 de la ville de Bourzanga. Selon les informations recueillies de sources locales, ils auraient perpétré une attaque contre une position des volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Malheureusement deux (02) enfants (01 fillette de 09 ans et 01 garçon de 14 ans) qui se trouveraient dans les encablures à la recherche des feuilles de baobab pour la sauce, auraient été blessés par balles. Ces enfants seraient pris en charge au centre médical de Bourzanga selon les mêmes sources.

Dans la matinée du vendredi 13 Septembre 2024, aux environs de 08 heure, les membres d'un GAT auraient ôté la vie d'un (01) homme d'une trentaine d'année et emporté sa moto. Selon les informations recueillies de sources locales, la victime, un commerçant aurait quitté Kaya pour Pissila ce 13 septembre 2024 aux environs de 07 heures avec un (01) enfant (garçonnet). C'est à hauteur de Tibi, un village situé à environ 02 KM de Pissila qu'il aurait croisé les membres du GAT dans leur mouvement. Les GAT l'aurait arrêté et fait descendre le garçonnet avant de le tuer par balle. Ils auraient laissé le garçonnet sain et sauf qui aurait pu rejoindre Pissila. Toujours selon les mêmes sources, les GAT auraient emporté du bétail (bœufs) qui se trouverait dans les environs du lieu de l'incident.

Dans la matinée du jeudi 26 Septembre 2024, vers 09 heures, les membres d'un GANI auraient ôté la vie d'un (01) homme à Goema, un village situé à environ 15 Km de Pissila. Selon les informations recueillies de sources locales, les membres du GANI dans leur mouvement, l'auraient trouvé dans son champ, dans les encablures de Goema. Ils l'auraient tué avant d'emporter sa moto. La victime, d'une quarantaine d'années, serait un catéchiste selon les mêmes sources. Cet incident, même s'il n'a suscité aucun mouvement forcé de population, aurait exacerbé la psychose déjà délétère de la population civile de la commune de Pissila.

Dans la matinée du dimanche 29 septembre 2024, aux environs de 09 heures, des membres d'un GANI auraient, dans leur mouvement, trouvé et battu 20 femmes à Banguinsom, un village situé à environ trois (03) Km de Pissila. Selon les informations recueillies de sources locales, les victimes s'étaient rendues dans les encablures dudit village à la recherche du bois de chauffe pour certaines, et pour travailler dans les champs pour d'autres. Les membres du GANI leur auraient porté des coups avant de leur interdire tout accès dans la zone. Ils auraient, selon les mêmes sources, détruits 10 vélos et quatre (04) charrettes appartenant aux mêmes femmes. Cet incident n'aurait suscité aucun mouvement forcé de population civile mais exacerbé la psychose déjà grande au sein de la population civile de la commune de Pissila.

V. Situation par secteur

VI.1. Violence basée sur le genre (VBG)

- **Éléments clés**

Le phénomène des violences basées sur le genre demeure une réalité dans la région du Centre-Nord. Cette situation s'explique par des pesanteurs socio-culturelles et la situation sécuritaire.

Pour ce mois de septembre, **59 cas** de VBG ont été enregistrés. Il s'agit de 46 cas de déni de ressources, d'opportunités et de services, de 12 cas de violences psychologiques et émotionnelles et **d'un (01) cas** d'agression physique. Ces cas ont été enregistrés dans les communes de Boulsa et de Tougouri dans la province du Namentenga, de Kongoussi et Sabcé dans la province du Bam ainsi que de Boussouma et Kaya dans la province du Sanmatenga.

- **Activités de prévention et de réponse**

58 cas de VBG enregistré ont été référés à « l'Association Bon Samaritain » et à l'ONG ABAS International pour une prise charge.

Le suivi des référencements a permis de noter que les **six (06) cas** référés le mois dernier à l'association Bon Samaritain ont bénéficié d'une prise en charge.

En outre, **une (01) évaluation thématique** a été réalisée à Kongoussi dans le Bam sur les violences basées sur le genre. Cette évaluation nous a permis d'avoir les perceptions de la communauté sur le phénomène. Des recommandations, on retient la dotation des femmes et filles en activités génératrices de revenus, le renforcement des centres d'écoute pour les femmes et filles survivantes de VBG ainsi que l'implication des leaders communautaires dans la lutte contre les VBG.

Par ailleurs, **22 séances de sensibilisation** sur les violences basées sur le genre ont été réalisées dans les communes de Kongoussi, Nasséré et Sabcé dans le Bam ; Kaya, Boussouma, Korsimoro et Pissila dans le Sanmatenga ainsi que Boulsa, Tougouri et Yalgo dans le Namentenga. Ces séances de sensibilisation ont permis de toucher **602 personnes (398 PDI et 204 hôtes) soit 298 femmes, 131 hommes et 16 enfants.**

Tableau N°1 : Répartition des cas VBG identifiés et référés par commune

Provinces	Communes	Total Cas VBG identifiés	Total Cas VBG Référés
BAM	Kongoussi	18	18
NAMENTENGA	Boulsa	30	30
	Tougouri	1	0
Total général		49	48

VI.2. Protection de l'enfance

- **Eléments clés**

La crise sécuritaire a fortement affecté les enfants. En plus d'être les plus nombreux lors des déplacements forcés, ils sont victimes de déscolarisation du fait de la fermeture des écoles. Des enfants de la région sont sans documentations civiles en raison du conflit. Durant la période sous revue, les enfants représentent **63,35%** du nombre total de population en déplacement forcé enregistrée.

En outre, **un (01) cas** de violation grave aux droits des enfants (blessure et mutilation) ayant fait **deux (02) victimes** a été enregistré dans la commune de Bourzanga.

Par ailleurs, des PBS identifiées, 543 (321 filles et 222 garçons) sont des enfants.

- **Réponses**

479 PBS (enfants) ont été référés vers l'Action Humanitaire et le suivi de ces référencement se poursuit.

Pour apporter sa contribution à la protection de l'enfance dans la région, les équipes terrains de ACD/CN ont réalisé **cinq (05) séances de sensibilisation** durant la période sous rapport. Ces sensibilisations réalisées dans les communes de Tougouri, Kaya et Korsimoro ont permis de toucher **144 personnes (102 PDI et 42 hôtes) soit 65 femmes, 45 hommes et 34 enfants.**

VI.3. État de droit

- **Éléments clés**

La région du Centre-Nord reste fortement impactée par des incidents de protection. Ces incidents conduisent à de multiples violations des droits humains. Pour ce mois de septembre, **cinq (05) incidents** de protection ayant fait **26 victimes** ont été enregistrés. A cela, s'ajoute 59 incidents VBG documentés.

Par ailleurs, du fait de l'inaccessibilité de certaines zones de la région, des populations civiles des communes comme Bourzanga, Rollo et Zimtenga dans le Bam ; Dablo, Barsalogo, Pibaoré et Pensa dans le Sanmatenga ainsi que Tougouri, Bouroum et Yalgo dans le Namentenga ont difficilement accès aux services sociaux de base. Ces populations sont donc privées de certains de leurs droits élémentaires tels que l'éducation, la santé et l'eau potable.

- **Activités de prévention et de réponse**

Pour apporter sa contribution dans la protection et la promotion des droits humains, les équipes de ACD/CN ont réalisé **14 séances de sensibilisation** sur le respect des droits humains dans les communes de Kongoussi, Sabcé, Boulsa, Tougouri, Kaya et Boussouma. Ces séances de sensibilisation ont touché **377 personnes (235 PDI et 142 hôtes) soit 198 femmes, 148 hommes et 31 enfants.**

Tableau N° 2 : Répartition des participants aux séances de sensibilisation sur les droits humains par commune

Province	Commune	Nombre de sensibilisation	de participants
Bam	Kongoussi	04	97
	Sabcé	02	50
Namentenga	Boulsa	05	137
	Tougouri	01	30
Sanmatenga	Boussouma	01	30
	Kaya	01	33
Total général		14	377

VI.4. Personnes ayant des besoins spécifiques

- **Éléments clés**

La double crise sécuritaire et humanitaire que vit le pays en général et la région du Centre-Nord en particulier avec son corollaire de déplacement massif de population a aggravé la vulnérabilité de la population (PDI et hôte). Pour le mois sous rapport, les équipes terrains ont identifié **5.790** personnes à besoins spécifiques (PBS) dont **4285** femmes, **962** hommes, **321** filles et **222** garçons (**5.199** PDI et **591** hôtes vulnérables). Ces cas ont été identifiés dans les provinces du Namentenga (**3.484** cas dont **3.188** PDI et **299** hôtes vulnérables soit **2759** femmes, **556** hommes, **101** filles et **68** garçons) ; dans la province du Sanmatenga (**1.173** cas dont **1.023** PDI et **150** hôtes vulnérables soit **932** femmes, **107** hommes, **76** filles et **58** garçons) et dans la province du Bam (**1133** cas dont **991** PDI et **142** hôtes vulnérables soit **594** femmes, **299** hommes, **144** filles et **96** garçons).

En ce qui concerne les vulnérabilités, on note des **Veuves et personnes âgées sans revenus avec à leurs charges plusieurs enfants, des personnes à besoins primaires non satisfaits, des femmes cheffes de ménages en charge de plusieurs enfants, des chefs de ménage sans revenus en charge de plusieurs enfants.**

- **Activités de prévention et de réponses**

Au titre des activités de prévention et de réponses, les équipes terrains ont au cours du mois, référé vers les services de l'Action Humanitaire **5.208** personnes à besoins spécifiques. Le suivi de ces référencement se poursuit.

VI.5. Cohésion sociale

- **Éléments clés**

La crise sécuritaire avec son corollaire de déplacement massif de population a contribué à une fracture du tissu social. On assiste de ce fait à un effritement des valeurs de la solidarité, de l'entraide, de la méfiance entre les communautés ainsi qu'à une stigmatisation des communautés. Cela a contribué à un repli identitaire et une mise à mal de la coexistence pacifique des communautés.

- **Activités de prévention et de réponse**

Dans le but de contribuer au renforcement de la cohabitation pacifique, l'harmonie sociale et la tolérance, les équipes terrains ont au cours de ce mois réalisé **22 séances de sensibilisations** sur la coexistence pacifique, les valeurs de la solidarité, l'entraide et la tolérance. Ces séances de sensibilisations ont été réalisées dans les communes de Kongoussi et de Sabcé dans le Bam ; Boulsa et Tougouri dans le Namentenga ainsi que Pissila et Kaya dans le Sanmatenga. Elles ont permis de toucher **598 personnes (378 PDI et 220 hôtes) soit 346 femmes, 213 hommes et 39 enfants.**

En outre, **une (01) évaluation thématique** sur la Cohésion sociale a été réalisée à Boulsa dans la province du Namentenga. Cette évaluation nous a permis d'avoir la perception des communautés sur le phénomène. Des recommandations, on retient la mise en place d'un cadre de concertation entre les communautés, le renforcement des infrastructures d'eau potable, des plaidoyers pour l'accès des PDI à la terre et l'instauration des journées communautaires.

**Tableau N° 3 : Répartition des participants aux sensibilisations sur la cohésion sociale
par commune**

Province	Commune	Nombre de sensibilisation	Nombre de participants
Bam	Kongoussi	5	111
	Sabcé	3	75
Namentenga	Boulsa	4	108
	Tougouri	1	30
Sanmatenga	Kaya	7	214
	Pissila	2	60
Total général		22	598

VI.6. Logement, terre et biens (LTB)

- **Éléments clés**

Les problèmes de LTB restent préoccupants dans la région du Centre-Nord. Les PDI de la région font face à des besoins de logement et d'accès à des terres cultivables. Du fait, du nombre élevé des PDI, les SAT n'arrivent pas à accueillir toutes les PDI qui font la demande. De même, les PDI n'ont pas de ressources financières pour louer des maisons. Conséquence, de nombreuses PDI sont sans abris et d'autres dorment dans des abris de fortune. Cette situation a accrue la vulnérabilité de ces personnes pendant cette saison pluvieuse.

Pour ce mois de septembre, **265 PDI** à besoin d'abris ont été identifiés dans les communes de Kongoussi et Sabcé dans le Bam et de Korsimoro, Pissila et Kaya dans le Sanmatenga.

Par ailleurs, des PDI ont du mal pour accéder à des terres cultivables. Cette situation expose beaucoup plus des PDI qui envisagent repartir dans leur localité d'origine sans que les conditions sécuritaires ne soient réunies.

- **Activités de prévention et de réponses**

En termes de réponses, les **265 cas** à besoin d'abris enregistrés au cours du mois ont été référés vers l'Action Humanitaire et NRC. Le suivi des référencement a permis de noter que les cas référés le mois dernier n'ont eu aucune assistance.

Par ailleurs, une évaluation thématique sur les logements terres et biens est en cours de réalisation dans la commune de Kaya. Cette évaluation nous permettra d'avoir la perception de la communauté sur le phénomène en vue de mieux réorienter nos actions.

VI.7. Protection à base communautaire

Durant la période sous revue, les activités de monitoring de protection ont été réalisées avec l'appui du réseau communautaire de ACD/CN. Ce réseau est composé de **comités locaux de protection, de points focaux, de volontaires de protection et des informateurs clés**, qui opèrent dans l'ensemble des zones d'intervention.

Ce dispositif a permis d'identifier **une (01) vague** de déplacement forcé de population, d'identifier **5.790** personnes à besoins spécifiques ; **59 cas** de Violences basées sur le genre et **265 PDI** à besoin d'abris. Il a en outre permis de rapporter **cinq (05)** incidents de protection et participer à la mobilisation pour la réalisation de **63** séances de sensibilisation.

VI.8. Partage d'informations et coordination

- **Autorités**

Durant la période sous rapport, l'équipe de coordination de ACD/CN a fait des sorties de suivi des activités et des rencontres d'échanges avec les autorités de la région sur la mise en œuvre des activités du projet. Les autorités rencontrées pour les échanges sont :

- Les Hauts-commissaires du Bam et du Namentenga ;
- Les Directeurs Provinciaux/Action humanitaire du Bam, du Sanmatenga et du Namentenga.

- **Acteurs humanitaires**

Durant la période sous revue, ACD/CN a participé à :

- La Rencontre mensuelle du cluster protection ;
- La réunion de coordination des partenaires du HCR ;
- La rédaction et le partage de cinq (05) rapports d'incidents de protection.

VI. Recommandations

Province	Localité	Objet	Destinataire	Niveau de mise en œuvre	Commentaires
Sanmatenga Bam Namentenga	Kaya, Korsimoro, Pissila, Kongoussi, Boulsa	Apporter une assistance alimentaire à 2568 ménages PDI	Action Humanitaire, Cluster Protection, UNCHR ACD/CN.	Urgent	Des ménages PDI ont besoin d'une assistance alimentaire
Sanmatenga ; Namentenga	Barsalogho, Kaya, Kongoussi	Délivrer des documents d'état civil à 1350 enfants	Action Humanitaire, DGEMEC Cluster Protection.	Urgent	Plusieurs enfants de la région sont sans documents d'état civil en raison du conflit